

Point 02: La transition énergétique c'est nous - Conclusions et suites du débat

Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)

Madame la présidente, chers collègues,

La transition énergétique et in fine la question climatique est un enjeu majeur. Il appartient désormais, au vu de l'urgence reconnue scientifiquement, à chaque strate décisionnelle de s'emparer de ce sujet. De ce point de vue, le grand débat sur la transition énergétique ainsi que les politiques que nous menons depuis plusieurs années sont des leviers qui nous permettent, à l'échelle métropolitaine, de répondre à ces problématiques

Cependant, et nous aimons le rappeler, si la part prise par les collectivités locales dans la bataille pour les transitions énergétiques est importante, il n'en demeure pas moins que l'Etat à un rôle prépondérant et structurant sur ces questions. Il en va de l'équilibre territorial du pays et du rôle stratège que doit assumer l'Etat. La question énergétique ne pourra seulement se résoudre à hauteur de collectivité. Elle implique des choix et des décisions nationales garantissant une égalité territoriale. De plus, si l'on peut avoir des objectifs louables comme le développement des véhicules propres, encore faut-il mettre en place une politique industrielle de développement de ces véhicules et non, comme c'est encore trop souvent le cas, s'en tenir à la culpabilisation, à la coercition individuelle et aux possibilités financières de chaque ménage. Nous devons par ailleurs prendre conscience que la « transition écologique » tournée vers la production d'énergies renouvelables est aussi lestée d'un important bilan carbone en amont comme l'aborde Guillaume Pitron dans son ouvrage « La guerre des métaux rares » publié en janvier de cette année.

C'est dans ce contexte que Nantes métropole s'engage. Que ce soit en matière de déplacement, de rénovation urbaine, de gestion des déchets. Cet engagement, comme cela est précisé dans la feuille de route se doit d'être une mobilisation collective et ce, à plusieurs échelles.

Mobilisation qui doit se faire avec la population et de ce point de vue l'organisation de ce grand débat comme les engagements pris nous semblent ambitieux et intéressants. Mais ils doivent

également engager largement les territoires au-delà de la métropole ainsi que nos différents partenaires institutionnels, associatifs, syndicaux, et le monde économique.

Si l'on prend l'objectif de 50% d'énergie renouvelable locale en 2050, si louable et enviable soit-il, il n'en demeure pas moins que nous devons faire avec les surfaces disponibles sur la métropole. Soyons clair, en vertu des connaissances actuelles, des problèmes inhérents à l'acheminement et au stockage de l'énergie cela devra s'appuyer sur une coopération accrue avec les territoires voisins.

Par ailleurs, nous avons la chance d'avoir un territoire fluvial et maritime, des industries de pointe, c'est un point positif que de se servir de ces atouts à l'image du développement du barging que nous portons alors que l'Etat ponctionne sans vergogne les résultats du Grand Port Maritime et sous-investit dans le dragage notamment. Même sujet concernant d'autres industries structurantes du territoire comme je pense à Arcelor. Là encore silence radio du côté du gouvernement concernant l'avenir du site et de ses emplois. Nous sommes pourtant convaincus qu'il n'y aura pas de transition énergétique et écologique possible sans politique industrielle cohérente. Partout d'ailleurs se développent des solutions innovantes pour réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement. De ce point de vue et c'est un enjeu crucial pour notre territoire et pour la grande région Ouest, le projet porté par les salariés de la centrale électrique Cordemais et leur syndicat CGT menacés aujourd'hui de fermeture suite aux déclarations présidentielles alliant recours à la biomasse et captage de CO₂, non seulement sécurise notre approvisionnement énergétique, mais répond aux enjeux climatiques et aux nécessités écologiques. Il y a déjà eu un faux pas du gouvernement dans ce département, nul besoin de remettre en cause son approvisionnement énergétique, au profit de l'énergie carbonée allemande.

Aussi, il doit s'agir après ce grand débat, non seulement de répondre aux enjeux climatiques, mais dans le même temps, répondre aux besoins fondamentaux de nos concitoyens. J'évoquais à l'instant les besoins énergétiques, il en va de même des besoins en terme de mobilité, nous l'avons évoqué lors de notre débat sur le PDU. Nous avons également fort à faire pour ce qui concerne l'isolation des bâtiments publics comme des habitations, privées ou sociales et prioritairement celles occupées par les ménages à revenus modestes. Par notre objectif de zéro passoire énergétique, comme par les autres politiques que nous mettrons en place pour améliorer le quotidien des métropolitains, nous devons non seulement viser l'objectif de transition énergétique et dans un même mouvement concrétiser nos politiques de justice

sociale à l'image de nos tarifications solidaires sur les transports ou sur l'eau. C'est je crois sur ce double enjeu que nous sommes attendus.

Enfin, la feuille de route reprend un certain nombre de points importants, mais peut-être deux remarques pour terminer :

Une première qui concerne le télétravail. Il nous semble que ce sont des dispositifs à prendre avec des pincettes à présent que l'on sait que l'atomisation des collectifs de travail, fait peser un certain nombre de risques sur les salariés.

Enfin, nous serons attentifs sur la contribution de notre collectivité aux différents fonds cités dans les documents et à la mise en œuvre d'une gouvernance collective de ceux-ci.

Comme vous le voyez, le groupe communiste prendra toute sa part dans la mise en œuvre des préconisations de ce grand débat public pour permettre à chacune et à chacun de vivre toujours mieux demain dans une métropole soucieuse de sa population et de son environnement.

Je vous remercie de votre attention.